

Het hierboven bedoelde bekaamheidsbewijs wordt als volgt opgesteld : « Diploma van postgraduaat voor (van) ... » gevolgd door de benaming van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het hoger onderwijs ... », gevolgd door de categorie van het hoger onderwijs waartoe de afdeling behoort, gevolgd door « voor sociale promotie van het korte type ».

HOOFDSTUK 5. — Slotbepalingen

Art. 9. De Minister van de Franse Gemeenschap, bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie, bepaalt de modellen van de diploma's uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie van het korte type en van stelsel 1.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking op 30 juni 1994.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

F. 94 — 2580

18 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux titres délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, notamment les articles 6, 9 et 10 modifiés par le décret du 16 avril 1991;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 23, alinéa 2, inséré par le décret du 16 avril 1991;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, tel que modifié, notamment les articles 30, 39, 40, 75 et 76;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 1^{er} octobre 1991 relatif à l'établissement de l'équivalence des titres délivrés dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale concernant la délivrance des titres dans l'enseignement de promotion sociale de régime 1;

Vu la concertation menée avec les représentants des différents pouvoirs organisateurs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions et champs d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux sections de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1 qui sont sanctionnées :

a) soit par des certificats correspondant à ceux délivrés par l'enseignement secondaire de plein exercice, y compris le certificat d'études de base et les titres dénommés certificats de qualification qui sont délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice au terme du troisième degré;

b) soit par des certificats spécifiques à l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o le décret : le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o une section : une section de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

3^o une section « complément-certificat d'enseignement secondaire supérieur » : une des sections dont le dossier pédagogique a été approuvé par le Gouvernement en vue de la délivrance du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur aux étudiants qui possèdent un des titres du degré secondaire supérieur visés à l'article 4, § 1^{er}, 2^o ou à l'article 5 du présent arrêté;

4^o une section « complément-certificat d'enseignement secondaire inférieur » : une des sections dont le dossier pédagogique a été approuvé par le Gouvernement en vue de la délivrance du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire inférieur aux étudiants qui possèdent un des titres du degré secondaire inférieur visés à l'article 4, § 1^{er}, 2^o;

5^o un titre correspondant : un des titres correspondant à ceux délivrés par l'enseignement secondaire de plein exercice, y compris le certificat d'études de base et les titres dénommés certificats de qualification qui sont délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice au terme du troisième degré;

6^o un titre spécifique : un titre spécifique à l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

7^o les activités d'enseignement : les activités d'enseignement définies à l'article 2, 4^o à l'exclusion du point f, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 juillet 1993 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1;

8^o la Commission de concertation : la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale;

9^o un dossier pédagogique : un dossier pédagogique d'une section tel que visé à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 novembre 1991 relatif aux dossiers pédagogiques des sections et unités de formation de l'enseignement de promotion sociale de régime 1.

CHAPITRE II. — *Titres spécifiques*

Art. 3. Un titre spécifique est délivré à l'étudiant qui termine avec succès une section comportant moins de 900 périodes d'activités d'enseignement.

Lorsque la section visée à l'alinéa 1^{er} est classée au niveau de l'enseignement secondaire inférieur, le titre est libellé comme suit : « Certificat de ... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale ».

Lorsque la section visée à l'alinéa 1^{er} est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur, le titre est libellé comme suit : « Certificat de ... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale ».

Lorsque les sections visées aux alinéas 2 et 3 du présent article couvrent des compétences directement liées à un profil professionnel, l'intitulé de la section se réfère audit profil.

Art. 4. § 1^{er}. Un titre spécifique est délivré à l'étudiant qui termine avec succès une section visant directement un profil professionnel déterminé par le Conseil supérieur de l'Enseignement de promotion sociale et comportant au moins 900 périodes d'activités d'enseignement dans les cas suivants :

1^o il n'existe pas, pour la section concernée, de dossier pédagogique approuvé par le Gouvernement sur avis conforme de la Commission de concertation;

2^o le profil professionnel qui a servi à la fixation des compétences de la section correspond à une profession pour laquelle il n'existe pas de correspondance dans la liste des options groupées de l'enseignement secondaire de plein exercice;

3^o la procédure prévue à l'article 75 du décret n'aboutit pas à ce que le Gouvernement déclare équivalents les ensembles de compétences sanctionnés par les titres concernés.

Lorsque la section considérée est classée au niveau de l'enseignement secondaire inférieur, le titre est libellé comme suit : « Certificat de qualification de ... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale ».

Lorsque la section considérée est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur, le titre est libellé comme suit : « Certificat de qualification de ... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale ».

L'intitulé de la section se réfère au profil professionnel visé.

§ 2. Un titre spécifique est également délivré à l'étudiant qui termine avec succès une section, autre que celles visées au chapitre III, ne visant pas directement un profil professionnel et comportant au moins 900 périodes d'activités d'enseignement.

Lorsque la section visée à l'alinéa 1^{er} est classée au niveau de l'enseignement secondaire inférieur, le titre est libellé comme suit : « Certificat de ... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale ».

Lorsque la section visée à l'alinéa 1^{er} est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur, le titre est libellé comme suit : « Certificat de ... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « spécifique à l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale ».

CHAPITRE III. — *Titres correspondants*

Art. 5. Un titre correspondant à un certificat de qualification délivré par l'enseignement secondaire de plein exercice est délivré à l'étudiant qui termine avec succès une section dont le dossier pédagogique a été approuvé par le Gouvernement et lorsque la procédure prévue à l'article 75 du décret aboutit à ce que le Gouvernement déclare que ce titre sanctionne un ensemble de compétences équivalent à l'ensemble des compétences sanctionné par un des certificats de qualification délivré par l'enseignement secondaire de plein exercice.

Le titre correspondant est libellé comme suit : « Certificat de qualification de ... », suivi de l'intitulé de la section tel qu'il figure dans le dossier pédagogique approuvé de la section concernée, suivi de « correspondant au certificat de qualification ... », suivi du niveau du titre délivré par l'enseignement secondaire de plein exercice pour lequel la correspondance a été reconnue par le Gouvernement à l'issue de la procédure prévue à l'article 75 du décret.

L'intitulé de la section se réfère au profil professionnel visé, tel que défini par le Conseil supérieur de l'Enseignement de promotion sociale.

Les seuls niveaux de correspondance visés ci-dessus sont ceux de l'article 26, § 1^{er}, 3^o ou 4^o ou 5^o de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, tel que modifié par les arrêtés royaux du 3 juillet 1985 et du 1^{er} juin 1987, par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 30 août 1989 et par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993.

Art. 6. § 1^{er}. Conformément à l'article 6, § 3, des lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949, telles que modifiées par le décret du 16 avril 1991, le certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur est délivré aux étudiants qui, soit :

1^o ont terminé avec fruit une des sections conduisant à ce certificat et dont le dossier pédagogique a été approuvé par le Gouvernement. Les dossiers pédagogiques de ces sections sont soumis à la procédure prévue à l'article 75 du décret;

2^o sont en possession d'un des titres de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale visés à l'article 4, § 1^{er}, 2^o, ou à l'article 5 du présent arrêté et d'un des titres délivrés à l'issue d'une des sections « complément-certificat d'enseignement secondaire supérieur ».

§ 2. Lorsque l'ensemble des unités de formation conduisant au certificat visé au présent article résulte de l'ensemble des unités constitutives d'une des sections visées à l'article 4, § 1^{er}, 2^o et d'une des sections « complément-certificat d'enseignement secondaire supérieur », l'ensemble des dossiers pédagogiques de l'ensemble des unités de ces deux sections est soumis à la procédure prévue à l'article 75 du décret.

Lorsque l'ensemble des unités de formation conduisant au certificat visé au présent article résulte de l'ensemble des unités constitutives d'une des sections visées à l'article 5, et d'une des sections « complément-certificat d'enseignement secondaire supérieur », seul le dossier pédagogique de la section « complément-certificat d'enseignement secondaire supérieur » est soumis à la procédure prévue à l'article 75 du décret.

§ 3. Les titres délivrés aux étudiants qui satisfont aux conditions 1^o ou 2^o du § 1^o sont libellés comme suit : « Certificat correspondant au certificat de l'enseignement secondaire supérieur ».

Art. 7. § 1^{er}. Le certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire inférieur peut être délivré, soit :

1^o aux étudiants qui ont terminé avec fruit une des sections conduisant à ce certificat et dont le dossier pédagogique a été approuvé par le Gouvernement. Les dossiers pédagogiques de ces sections sont soumis à la procédure prévue à l'article 75 du décret;

2^o aux étudiants qui sont en possession d'un des titres délivrés à l'issue d'une des sections de l'enseignement secondaire inférieur de promotion sociale visées à l'article 4, § 1^{er}, 2^o du présent arrêté et d'un des titres délivrés à l'issue d'une des sections « complément-certificat d'enseignement secondaire inférieur ». L'ensemble des dossiers pédagogiques des unités de formation constitutives de ces sections est soumis à la procédure prévue à l'article 75 du décret;

3^o aux étudiants qui ne possèdent pas ce certificat, sur décision du Conseil des études réuni pour la délivrance du certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur à ces mêmes étudiants.

§ 2. Les titres visés au § 1^{er} sont libellés comme suit : « Certificat correspondant au certificat de l'enseignement secondaire inférieur ».

Art. 8. Un certificat correspondant au certificat d'études de base est délivré aux élèves qui ne le possèdent pas et qui, soit :

1^o ont terminé avec fruit un ensemble d'unités de formation classées au niveau de l'enseignement secondaire inférieur et comportant au moins 120 périodes de cours dans trois domaines de compétences, dont :

- mathématique;
- français.

Il faut, en outre, que les capacités préalables requises des unités de formation susvisées se situent au moins au niveau minimal de compétences atteint par un élève de l'enseignement de plein exercice auquel est délivré le certificat d'études de base;

2^o ont terminé avec fruit un ensemble d'unités de formation classées au niveau de l'enseignement secondaire inférieur dont l'ensemble des compétences terminales couvre trois domaines de compétences, dont :

- mathématique;
- français.

Ne peuvent être prises en compte, dans ce cas, que des unités de formation dont le dossier pédagogique, approuvé par le Gouvernement, indique, dans les finalités particulières, que l'une de ces finalités est l'acquisition, dans un (des) domaine(s) visé(s) ci-dessus, de compétences du niveau du certificat d'études de base.

Le titre visé au présent article est libellé comme suit : « Certificat correspondant au certificat d'études de base ».

CHAPITRE IV. — *Certificat de connaissances de gestion*

Art. 9. Le certificat de connaissances de gestion est délivré aux élèves qui ont satisfait aux exigences du programme prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 février 1971, tel que modifié, fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 10. § 1^{er}. Le certificat correspondant au certificat d'enseignement secondaire supérieur est présenté à l'homologation.

§ 2. Les certificats de l'enseignement secondaire, autres que celui visé au § 1^{er}, ne peuvent être remis à leur titulaire qu'après avoir été revêtus du sceau du Ministre de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation et de la signature du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou de son délégué.

Art. 11. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions fixe les modèles des certificats délivrés par l'enseignement secondaire de promotion sociale de régime 1.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets le 30 juin 1994.

Art. 13. Le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 juillet 1994.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

N 94 — 2580

18 JULI 1994. — *Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de door het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 uitgereikte bekwaamheidsbewijzen*

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd bij het besluit van de Regent d.d. 31 december 1949, inzonderheid op de artikelen 6, 9 en 10 gewijzigd bij het decreet van 16 april 1991;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 23, lid 2, ingevoegd bij het decreet van 16 april 1991;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991, houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 30, 39, 40, 75 en 76;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 1 oktober 1991 tot vaststelling van de gelijkwaardigheid van diploma's uitgereikt in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991 betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene regeling van de studie in het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie betreffende het uitreiken van bekwaamheidsbewijzen in het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

Gelet op het overleg met de vertegenwoordigers van de verschillende inrichtende machten;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen.

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen en toepassingsgebieden*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de afdelingen van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 die worden bekrachtigd :

a) door getuigschriften die overeenstemmen met die, uitgereikt door het secundair onderwijs met volledig leerplan, met inbegrip van het basisstudiegetuigschrift en de kwalificatiegetuigschriften die in het secundair onderwijs met volledig leerplan uitgereikt worden na afloop van de derde graad;

b) of door getuigschriften eigen aan het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° een afdeling : een afdeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

3° een afdeling « aanvulling - getuigschrift voor hoger secundair onderwijs » : één van de afdelingen waarvan het pedagogisch dossier goedgekeurd werd door de Regering met het oog op het uitreiken van het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, aan de studenten die één van de bekwaamheidsbewijzen bezitten van de hoger secundaire graad, bedoeld in artikel 4, § 1, 2° of in artikel 5 van dit besluit;

4° een afdeling « aanvulling - getuigschrift voor lager secundair onderwijs » : één van de afdelingen waarvan het pedagogisch dossier goedgekeurd werd door de Regering met het oog op het uitreiken van het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van lager secundair onderwijs, aan de studenten die één van de in artikel 4, § 1, 2°, bedoelde bekwaamheidsbewijzen van lager secundair onderwijs bezitten;

5° een overeenstemmend bekwaamheidsbewijs : één van de bekwaamheidsbewijzen overeenstemmend met die welke in het secundair onderwijs worden uitgereikt, met inbegrip van het basisstudiegetuigschrift en de kwalificatiegetuigschriften die in het secundair onderwijs met volledig leerplan worden uitgereikt na afloop van de derde graad;

6° een specifiek bekwaamheidsbewijs : een bewijs eigen aan het secundair onderwijs van stelsel 1;

7° de onderwijsactiviteiten : de onderwijsactiviteiten bepaald in artikel 2, 4°, met uitsluiting van punt f, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 20 juli 1993 houdende algemene regeling van de studie in het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1;

8° de Overlegcommissie : de Overlegcommissie van het onderwijs voor sociale promotie;

9° een pedagogisch dossier : een pedagogisch dossier van een afdeling bedoeld in artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 november 1991, betreffende de pedagogische dossiers van de opleidingsafdelingen en eenheden van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1.

HOOFDSTUK II. — *Specifieke bekwaamheidsbewijzen*

Art. 3. Een specifiek bekwaamheidsbewijs wordt uitgereikt aan de student die met vrucht een afdeling beëindigt die ten minste 900 lesuren onderwijsactiviteiten omvat.

Wanneer de in lid 1 bedoelde afdeling ingedeeld is bij het lager secundair onderwijs, wordt het bewijs opgesteld als volgt : « Getuigschrift van ... » gevolgd door de benaming van de afdeling, vermeld in het goedgekeurde dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het lager secundair onderwijs voor sociale promotie ».

Wanneer de in lid 1 bedoelde afdeling ingedeeld is bij het hoger secundair onderwijs, wordt het bewijs opgesteld als volgt : « Getuigschrift van ... » gevolgd door de benaming van de afdeling, vermeld in het goedgekeurde dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie ».

Wanneer de in lid 2 en lid 3 van dit artikel bedoelde afdelingen vaardigheden betreffen die rechtstreeks gebonden zijn aan een beroepsprofiel, verwijst de benaming van de afdeling naar bedoeld profiel.

Art. 4. § 1. Een specifiek bekwaamheidsbewijs wordt uitgereikt aan de student die met vrucht een afdeling beëindigt die rechtstreeks doelt op een door de Hoge Raad van het Onderwijs voor sociale promotie bepaald beroepsprofiel en die ten minste 900 lesuren onderwijsactiviteiten omvat in de volgende gevallen :

1° er bestaat voor de betrokken afdeling geen pedagogisch dossier, goedgekeurd door de Regering op eensluidend advies van de Overlegcommissie;

2° het beroepsprofiel dat diende voor het vaststellen van de bevoegdheden van de afdeling stemt overeen met een beroep waarvoor geen overeenstemming bestaat in de lijst van de gegroepeerde opties van het secundair onderwijs met volledig leerplan;

3° de in artikel 75 van het decreet bepaalde procedure leidt er niet toe dat de Regering een door de betrokken bekwaamheidsbewijzen bekrachtigd geheel van vaardigheden gelijkwaardig verklaart.

Wanneer de betrokken afdeling bij het lager secundair onderwijs ingedeeld is, wordt het bewijs als volgt opgesteld : « Kwalificatiegetuigschrift voor ... » gevolgd door de benaming van de afdeling, vermeld in het goedgekeurde pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het lager secundair onderwijs voor sociale promotie ».

Wanneer de betrokken afdeling bij het hoger secundair onderwijs ingedeeld is, wordt het bewijs als volgt opgesteld : « Kwalificatiegetuigschrift voor ... » gevolgd door de benaming van de afdeling, vermeld in het goedgekeurde pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie ».

De benaming van de afdeling verwijst naar het bedoelde beroepsprofiel.

§ 2. Een specifiek bekwaamheidsbewijs wordt ook uitgereikt aan de student die een afdeling beëindigt die niet in hoofdstuk III bedoeld is, niet rechtstreeks doelt op een beroepsprofiel en ten minste 900 uren onderwijsactiviteiten omvat.

Wanneer de in lid 1 bedoelde afdeling bij het lager secundair onderwijs ingedeeld is, wordt het bewijs als volgt opgesteld : « Getuigschrift voor ... », gevolgd door de benaming van de afdeling, vermeld in het goedgekeurde pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het lager secundair onderwijs voor sociale promotie ».

Wanneer de in lid 1 bedoelde afdeling bij het hoger secundair onderwijs ingedeeld is, wordt het bewijs als volgt opgesteld : « Getuigschrift voor ... », gevolgd door de benaming van de afdeling, vermeld in het goedgekeurde pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « eigen aan het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie ».

HOOFDSTUK III. — *Overeenstemmende studiebewijzen*

Art. 5. Een bekwaamheidsbewijs dat overeenstemt met een kwalificatiegetuigschrift uitgereikt door het secundair onderwijs met volledig leerplan wordt uitgereikt aan de student die met vrucht een afdeling beëindigt waarvan het pedagogisch dossier door de Regering werd goedgekeurd, en wanneer de in artikel 75 van het decreet bepaalde procedure ertoe leidt dat de Regering verklaart dat dit bewijs een geheel in het goedgekeurde bekrachtigt, gelijkwaardig met het geheel van vaardigheden, bekrachtigd door één van de kwalificatiegetuigschriften die door het secundair onderwijs met volledig leerplan worden uitgereikt.

Het overeenstemmende bekwaamheidsbewijs wordt als volgt opgesteld : « Kwalificatiegetuigschrift voor ... » gevolgd door de benaming van de afdeling, vermeld in het goedgekeurde pedagogisch dossier van de betrokken afdeling, gevolgd door « overeenstemmend met het kwalificatiegetuigschrift », gevolgd door het niveau van het bekwaamheidsbewijs uitgereikt door het secundair onderwijs met volledig leerplan waarvoor de overeenstemming erkend werd door de Regering na afloop van de in artikel 75 van het decreet bepaalde procedure.

De benaming van de afdeling verwijst naar het bedoelde beroepsprofiel, bepaald door de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie.

De hierboven bedoelde overeenstemmingsniveaus zijn die van artikel 26, § 1, 3^o of 4^o of 5^o van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, zoals gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987, bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 augustus 1989 en bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 juli 1993.

Art. 6. § 1. Overeenkomstig artikel 6, § 3 van de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens gecoördineerd bij het besluit van de Regent d.d. 31 december 1949, zoals gewijzigd bij het decreet d.d. 16 april 1991, wordt het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs, uitgereikt aan de studenten die :

1^o één van de afdelingen beëindigd hebben die tot dat getuigschrift leiden en waarvan het pedagogisch dossier goedgekeurd werd door de Regering. De pedagogische dossiers van die afdelingen worden aan de in artikel 75 van dit decreet bepaalde procedure onderworpen;

2^o of in het bezit zijn van één van de hierboven in artikel 4, § 1, 2^o of in artikel 5 van dit besluit bedoelde bekwaamheidsbewijzen van het hoger secundair onderwijs voor sociale promotie uitgereikt na het beëindigen van een van de afdelingen « aanvulling - getuigschrift van hoger secundair onderwijs ».

§ 2. Wanneer het geheel van de opleidingseenheden die leiden tot het in dit artikel bedoelde getuigschrift, voortvloeit uit het geheel van de samenstellende eenheden van één van de in artikel 4, § 1, 2^o bedoelde afdelingen en van één van de afdelingen « aanvulling - getuigschrift van hoger secundair onderwijs », dan wordt het geheel van de pedagogische dossiers van het geheel van de eenheden van deze twee afdelingen aan de in artikel 75 van het decreet bepaalde procedure onderworpen.

Wanneer het geheel van de opleidingseenheden die leiden tot het in dit artikel bedoelde getuigschrift, voortvloeit uit het geheel van de samenstellende eenheden van één van de in artikel 5 bedoelde afdelingen en van één van de afdelingen « aanvulling - getuigschrift van hoger secundair onderwijs », dan wordt enkel het pedagogisch dossier van de afdeling « aanvulling - getuigschrift van hoger secundair onderwijs » aan de in artikel 75 van het decreet bepaalde procedure onderworpen.

§ 3. De bekwaamheidsbewijzen uitgereikt aan de leerlingen die voldoen aan de voorwaarden 1^o of 2^o van § 1 worden als volgt opgesteld : « getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs ».

Art. 7. § 1. Het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van lager secundair onderwijs mag uitgereikt worden :

1^o aan de studenten die met goed gevolg een van de afdelingen die tot dit getuigschrift leiden en waarvan het pedagogisch dossier door de Regering werd goedgekeurd, beëindigd hebben. De pedagogische dossiers van deze afdelingen worden aan de in artikel 75 van dit decreet bepaalde procedure onderworpen;

2^o aan de studenten die in het bezit zijn van één van de bekwaamheidsbewijzen nadat zij één van de afdelingen bedoeld in artikel 4, § 1, 2^o van dit besluit bezocht hebben, en van één van de bekwaamheidsbewijzen uitgereikt nadat zij één van de afdelingen « aanvulling - getuigschrift van lager secundair onderwijs » hebben bezocht.

Het geheel van de pedagogische dossiers van de samenstellende opleidingseenheden van die afdelingen wordt aan de in artikel 75 van het decreet bepaalde procedure onderworpen;

3^o aan de studenten die dit getuigschrift niet bezitten, op beslissing van de Studieraad, vergaderd voor het uitreiken van het getuigschrift dat met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs aan diezelfde studenten overeenstemt.

§ 2. De in § 1 bedoelde bekwaamheidsbewijzen luiden als volgt : « Getuigschrift dat met het getuigschrift van lager secundair onderwijs overeenstemt ».

Art. 8. Een getuigschrift dat met het basisstudiegetuigschrift overeenstemt, wordt uitgereikt aan de leerlingen die niet in het bezit hiervan zijn en die :

1^o met goed gevolg een geheel van opleidingseenheden ingedeeld bij het lager secundair onderwijs hebben beëindigd, die ten minste 120 lestijden omvatten in drie studiegebieden waaronder :

- . wiskunde;
- . Frans.

Bovendien moeten de vereiste voorafgaande vaardigheden van bovenvermelde opleidingseenheden ten minste op het minimaal kennispeil staan van een leerling van het onderwijs met volledig leerplan aan wie het basisstudiegetuigschrift wordt uitgereikt;

2° met goed gevolg een geheel van opleidingseenheden ingedeeld bij het lager secundair onderwijs hebben beëindigd, waarvan het geheel van de eindvaardigheden drie studiegebieden bestrijkt waaronder :

- . wiskunde;
- . Frans.

Mogen slechts in dat geval in aanmerking komen de opleidingseenheden waarvan het pedagogische dossier, door de Regering goedgekeurd, als een van de bijzondere eindtermen het verwerven van vaardigheden op het niveau van het basisstudiegetuigschrift vermeldt, in een of meer van bovenbedoelde studiegebieden.

Het in dit artikel bedoelde bekwaamheidsbewijs luidt als volgt : « Getuigschrift dat met het basisstudiegetuigschrift overeenstemt ».

HOOFDSTUK IV. — *Getuigschrift van beheerkennis*

Art. 9. Het getuigschrift van beheerkennis wordt uitgereikt aan de leerlingen die hebben voldaan aan de eisen van het programma bepaald in het koninklijk besluit van 25 februari 1971, zoals gewijzigd, tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 10. § 1. Het getuigschrift dat overeenstemt met het getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt ter homologatie voorgelegd.

§ 2. De getuigschriften van het secundair onderwijs die niet bedoeld zijn in § 1, mogen aan hun titularis pas uitgereikt worden wanneer ze bekleed zijn met het zegel van het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming en met de handtekening van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, of van zijn gemachtigde.

Art. 11. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, stelt de modellen vast van de door het secundair onderwijs voor sociale promotie van stelsel 1 uitgereikte getuigschriften.

Art. 12. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het Onderwijs voor Sociale Promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 18 juli 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,
M. LEBRUN

F. 94 — 2581

18 JUILLET 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant les dossiers de référence de l'enseignement supérieur pédagogique de promotion sociale de type court et de régime 1 délivrant le certificat d'aptitude pédagogique

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment les articles 46, 127 et 137;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 avril 1992 portant délégation de compétences en matière d'enseignement de promotion sociale;

Vu l'avis de la Commission de Concertation de l'enseignement de promotion sociale du 4 juillet 1994;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier pédagogique de la section délivrant le « certificat d'aptitude pédagogique » aux candidats qui ne sont pas porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur ainsi que les dossiers de référence des unités constitutives de cette section sont approuvés.

Le dossier pédagogique de la section délivrant le « certificat d'aptitude pédagogique » aux candidats qui sont porteurs d'un diplôme de l'enseignement supérieur ainsi que les dossiers de référence des unités constitutives de cette section sont approuvés.

Les sections visées aux alinéas 1^{er} et 2 et leurs unités constitutives sont classées au niveau de l'enseignement supérieur pédagogique de promotion sociale de type court.

L'unité de « formation générale orientée vers l'enseignement niveau 1 (UF 1) » est classée au niveau de l'enseignement supérieur pédagogique de promotion sociale de type court.

Art. 2. Pour l'application de l'article 137 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, il faut entendre par structures existantes concernées :

— La 1^{re} année des cours normaux techniques moyens pour ce qui concerne l'unité de formation visée à l'article 1^{er}.

— La deuxième et la troisième années et/ou la 3^e année spéciale des cours normaux techniques moyens pour ce qui concerne les sections visées à l'article 1^{er}.

Art. 3. Pour l'application de l'article 24, § 4 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement modifiée par les lois du 6 juillet 1970, du 14 juillet 1975, du 18 septembre 1981, par l'arrêté royal n° 441 du 25 avril 1986 et par le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991, les unités de formation visées aux articles 1^{er} et 2 couvrent les sections de l'enseignement de promotion sociale de régime 2 délivrant le diplôme d'aptitude pédagogique.

Art. 4. Le titre délivré à l'issue des sections visées à l'article 1^{er} est le « Certificat d'aptitude ».

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 18 juillet 1994.